

# **National Report on the implementation of the Programme of Action on small arms and light weapons (PoA) and the International Tracing Instrument (ITI)**

République centrafricaine  
French  
**SUBMITTED**

---

**Chapitre 1 : Structure de coordination nationale**


---

Sources	Question	Oui	Non	En cours de réalisation
<b>Organe/mécanisme national de coordination</b>				
Programme d'action II.4	<p>1.1 Votre pays a-t-il créé un organe ou un mécanisme national de coordination ou un autre organe dont les tâches essentielles incluent le contrôle des armes légères et de petit calibre (ALPC) ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 1.2]</p> <p>a) Nonm de l'organe ou du mécanisme :</p> <p><a href="#">comnat alpc</a></p> <p>b) Adresse :</p> <p><a href="#">COMNAT CENTRAFRIQUE B.P : 384 Bangui</a></p> <p>c) Coordonnées :</p> <p>[M./Mme]</p> <p><a href="#">Mr.</a></p> <p>i) Point de contact</p> <p><a href="#">Présidence de la République Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération des Armes Légères : Le Secrétaire Exécutif Mr Jean Pierre BETINDJI</a></p> <p>ii) Numéro(s) de téléphone</p> <p><a href="#">Tél : 00 (236) 75751752</a></p> <p>iii) Adresse électronique</p> <p><a href="#">betindji@hotmail.com</a></p> <p>d) Composition</p> <p>i) Nombre d'hommes</p> <p><a href="#">11</a></p> <p>ii) Nonmbre de femmes</p> <p><a href="#">04</a></p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Point de contact au niveau national</b>				
Programme d'action II.5 et 24	<p>1.2 Votre pays a-t-il désigné un point de contact au niveau national chargé de faire la liaison pour les questions liées à l'application du Programme d'action ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 1.2.3]</p> <p>1.2.1 Coordonnées :</p> <p>[M./Mme.]</p> <p><a href="#">Mr.</a></p> <p>a) Nonm</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Ambassadeur, Directeur général des affaires multilatérales et stratégiques: Anicet  
Thierry GOUE MOUSSANGOE

b) Institution ou organisme

Ministère des Affaires Etrangères et des Centrafricains de l'Etranger

c) Adresse

BP 930 avenue des Martyr Bangui

d) Numéro(s) de téléphone

(1)-00 (236) 75707445//72093189 /

e) Adresse électronique

[gouemoussa@yahoo.fr](mailto:gouemoussa@yahoo.fr)

Instrument de traçage 25	1.2.2 Le point de contact au niveau national désigné ci-dessus est-il aussi chargé d'échanger des informations et d'assurer la liaison en ce qui concerne les questions relatives à l'application de l'Instrument international de traçage ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Instrument de traçage 25	1.2.3 Si la réponse à la question 1.2.2 est « Nonn », votre pays dispose-t-il d'un point de contact chargé d'échanger des informations et d'assurer la liaison en ce qui concerne toutes les questions relatives à l'application de l'Instrument international de traçage ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Dans l'affirmative, veuillez préciser :

[M./Mme.]

Mr.

a) Nonm

BETINDJI JEAN-PIERRE

b) Institution ou organisme

Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre (COMNAT-ALPC)

c) Adresse

Présidence de la République, 14 villas Bangui RCA

d) Numéro(s) de téléphone

00.236.75031973/ 72506603

e) Adresse électronique

[comnat-alpcrca@hotmail.com](mailto:comnat-alpcrca@hotmail.com)

#### Plan d'action national

Document final RevCon3 II.A.5.60	1.3 Votre pays dispose-t-il d'un plan d'action national sur les ALPC ? [Dans l'affirmative, joindre ce plan en pièce jointe – télécharger]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
---	--	-------------------------------------	--------------------------	--------------------------

#### Objectifs nationaux

Конференци  
и по обзору

1.4 Votre pays a-t-il fixé des objectifs nationaux concernant l'application du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage ? [Exemples d'objectifs nationaux]

1.4.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser

Le Plan d'Action National prévoit des activités mentionnées dans le Projet de Loi portant régime général des armes classiques leurs pièces composante et munitions comporte l'application du PoA et l'ITI

Année cible

2023

---

**Chapitre 2 : Fabrication**


---

Sources	Question	Oui	Non
<b>Lois, règlements et procédures administratives</b>			
	2.1 Des ALPC sont-elles fabriquées dans votre pays ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 2.2]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Programme d'action II.2	2.1.1 Votre pays dispose-t-il de lois, règlements ou procédures administratives permettant d'exercer un contrôle effectif sur la fabrication d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 2.1.2]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	2.1.1.1 <input type="checkbox"/> Veuillez dresser la liste des lois, règlements ou procédures administratives qui régissent la fabrication d'ALPC dans votre pays.		
	2.1.1.2 Votre pays autorise-t-il la fabrication d'ALPC ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme d'action II.3	2.1.1.3 La fabrication illégale d'ALPC est-elle érigée en infraction pénale dans votre pays ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Marquage lors de la fabrication</b>			
Programme d'action II.7 ; Instrument de traçage 8a	2.2 <input type="checkbox"/> Votre pays exige-t-il qu'un marquage soit appliqué sur les ALPC au moment de leur fabrication ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 2.3]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Instrument de traçage 8a	2.2.1. What information is included in the marking (check relevant boxes)?		
	a) Nonm du fabricant	<input type="checkbox"/>	
	b) Pays de fabrication	<input type="checkbox"/>	
	c) Numéro de série	<input type="checkbox"/>	
	d) Année de fabrication	<input type="checkbox"/>	
	e) Type/modèle d'arme	<input type="checkbox"/>	
	f) Calibre	<input type="checkbox"/>	
	g) Autres renseignements	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
Instrument de traçage 10	2.2.2 Sur quelle partie de l'arme le marquage est-il appliqué ?		
	2.2.3 Y a-t-il des exceptions à l'obligation de marquage des ALPC au moment de leur fabrication ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	2.2.3.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser :		

**Tenue des registres par les fabricants**

Programme d'action II.9;				
Instrument de traçage 11	2.3 Votre pays exige-t-il des fabricants qu'ils tiennent des registres de leurs activités ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 2.4.4]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Instrument de traçage 12a	2.3.1 Quelles informations doivent figurer dans ces registres ? (Cochez les cases correspondantes)			
	a) Quantité d'ALPC fabriquées	<input type="checkbox"/>		
	b) Type ou modèle d'ALPC fabriqué	<input type="checkbox"/>		
	c) Marquage appliqué aux ALPC fabriquées	<input type="checkbox"/>		
	d) Opérations (par exemple : vente d'ALPC fabriquées et marquées)	<input type="checkbox"/>		
	e) Autres :	<input type="checkbox"/>		
	[Veuillez préciser]			
Instrument de traçage 12a	2.3.2 Combien de temps faut-il conserver les registres de fabrication ?  [Veuillez préciser]			
<b>Mesures prises pendant la période considérée</b>				
Programme d'action II.6	2.4 Pendant la période considérée, des mesures ont-elles été prises contre des groupes ou des individus qui fabriquent illégalement des ALPC (ex : fabrication artisanale par exemple) ? Dans la négative, veuillez passer à la question 2.5]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	2.4.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser (ex : lancement de poursuites)			
	4.1- Les Décrets portant promulgation du Code Pénal, du Code de Procédure Pénale et la Loi 61/73 du 4 mai 1961 portant régime général des armes et munitions en République Centrafricaine sont les textes appliqués aux contrevenants. Les infractions liées à la détention et au port illégal d'arme à feu constituent des contraventions et sont punies d'une amende. Les armes en situation illicite sont confisquées.			
	Les futures lois en cours d'élaboration prévoient des peines sévères pour les mêmes infractions afin de prévenir et de décourager au besoin toutes sortes de trafic illicite d'ALPC sur l'ensemble du territoire national. Elles régulariseraient aussi les fabrications artisanales			
	4.2- Les réseaux des trafiquants d'armes perfectionnées sont souvent démantelés. Les malfaiteurs en associations individuels sont mis à la disposition de la justice.			
	Ils sont des criminels et traités comme tel. Le recensement des fabricants d'armes de traite demeure un défi qui reste à relever.			
	4.3- Le Centrafrique s'est résolument engagé pour le strict respect des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies en ce qui concerne les embargos sur les armes. Cependant le pays a enregistré quelques cas de violation soupçonnés venant des groupes politico- militaire			
<b>Assistance internationale</b>				
Programme d'action III.6	2.5 <input type="checkbox"/> Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour élaborer des lois, des règlements ou des procédures administratives concernant la fabrication d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.1]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

2.5.1 Dans l'affirmative, de quel type d'assistance avez-vous besoin ?

1- Développement d'institutions efficaces et renforcement de capacités des acteurs principaux de la sécurité (forces de défense et de sécurité) 2- Appui à l'harmonisation de la législation nationale relative aux armes à feu, aux instruments internationaux et régionaux sur les ALPC 3- Appui aux institutions de mise en application des lois 4- Promotion assistance effective à la gestion des ALPC (marquage, sécurité physique des stocks, tenue des registres, destruction des stocks en surplus est obsolète.)

5- Appui au programme DDDR et désarmement de la population civile 6- Le contrôle des frontières et le renforcement de la coopération régionale, de la Communication et d'éducation sur la problématique ALPC.

2.5.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]



---

**Chapitre 3 : Transferts internationaux**


---

Sources	Question	Oui	Non
<b>Lois, règlements et procédures administratives</b>			
Programme d'action II.2 et 12	3.1 <input type="checkbox"/> Votre pays dispose-t-il de lois, règlements ou procédures administratives permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'exportation, l'importation, le transit ou la réexpédition d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme d'action II. 11	3.1.1 Veuillez dresser la liste des lois, règlements ou procédures administratives permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'exportation, l'importation, le transit ou la réexpédition d'ALPC  <a href="#">La loi révisée est en cours d'adoption par le parlement. Toutefois, il existe un document structurant dénommé "Procédure de vérification conjointe qui sert de référence</a>		
<b>Octroi de licences ou d'autorisations</b>			
Programme d'action II.11	3.2 Une personne ou une entité qui transfère des ALPC doit-elle être munie d'une licence ou de toute autre autorisation pour les importer ou les exporter ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Octroi de licences ou d'autorisations</b>			
Programme d'action II.3	3.3 Le commerce d'ALPC sans licence ou sans autorisation, ou d'une manière contrevenant aux termes d'une licence ou d'une autorisation constitue-t-il une infraction pénale dans votre pays ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Octroi de licences ou d'autorisations</b>			
Programme d'action II.11	3.4 Quels documents votre pays exige-t-il pour autoriser l'exportation d'ALPC vers un autre pays ?		
Programme d'action II.12	a) Un certificat d'utilisation finale du pays importateur [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.4 b]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	i) Quels éléments figurent sur le certificat d'utilisation finale de votre pays ? (Cochez les cases correspondantes)		
	1) Description détaillée (type, quantité, caractéristiques) des ALPC ou de la technologie	<input checked="" type="checkbox"/>	
	2) Numéro de contrat ou référence et date de la commande	<input checked="" type="checkbox"/>	
	3) Pays de destination finale	<input checked="" type="checkbox"/>	
	4) Description de l'utilisation finale des ALPC	<input checked="" type="checkbox"/>	
	5) Renseignements sur l'exportateur (Nom, adresse et Nom de l'entreprise)	<input checked="" type="checkbox"/>	
	6) Renseignements sur l'utilisateur final (Nom, titre, adresse et signature originale)	<input checked="" type="checkbox"/>	
	7) Renseignements sur d'autres parties participant à l'opération	<input checked="" type="checkbox"/>	
	8) Authentification de l'utilisateur final par les autorités publiques compétentes	<input checked="" type="checkbox"/>	
	9) Date d'émission	<input checked="" type="checkbox"/>	
	10) Autres renseignements :	<input checked="" type="checkbox"/>	

[Veuillez préciser]

[Document d'enquête de moralité](#)

b) D'autres documents concernant l'utilisateur final :

[Certificat d'aptitude d'utilisateur](#)

**Octroi de licences ou d'autorisations**

Programme d'action II.12	3.5 <input type="checkbox"/> Votre pays vérifie-t-il ou cherche-t-il à authentifier les certificats d'utilisation finale ou autres documents concernant l'utilisateur final qui lui sont fournis ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.6]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
-----------------------------	--	-------------------------------------	--------------------------

3.5.1 Veuillez préciser :

[la loi en cours d'adoption prévoit des moyens de contrôle pour vérifier l'authenticité des documents](#)

**Octroi de licences ou d'autorisations**

3.6	Votre pays dispose-t-il de mesures visant à empêcher la falsification et l'utilisation abusive de certificats d'utilisation finale ou d'autres types de documents concernant l'utilisateur final ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
-----	--	-------------------------------------	--------------------------

3.6.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser :

[la mise en place d'une base de donnée des détenteurs légaux](#)

**Contrôles effectués après la livraison**

3.7	Lorsqu'il exporte des ALPC, votre pays exige-t-il un certificat de vérification de livraison attestant que les ALPC ont été livrées à l'utilisateur final voulu ou à l'importateur voulu dans l'État importateur ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
-----	--	-------------------------------------	--------------------------

**Contrôles effectués après la livraison**

3.8	Après l'exportation, votre pays vérifie-t-il ou cherche-t-il à authentifier les certificats de vérification de livraison qui lui sont fournis ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
-----	---	-------------------------------------	--------------------------

3.8.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser:

[Procédure de vérification conjointe avec l'implication de tous les acteurs](#)

**Contrôles effectués après la livraison**

3.9	Lorsqu'il importe des armes, votre pays accorde-t-il au pays exportateur le droit d'effectuer un contrôle physique au point de livraison ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
-----	--	--------------------------	-------------------------------------

**Marquage à l'importation**

Instrument de traçage 8b	3.10 <input type="checkbox"/> Votre pays exige-t-il que les ALPC importées dans le pays soient marquées au moment de l'importation ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.11]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
-----------------------------	---	--------------------------	-------------------------------------

3.10.1 Qui est responsable du marquage des ALPC ?

3.10.2 Quels sont les renseignements qui figurent sur le marquage à l'importation ? (Cochez les cases correspondantes)

- |                            |                          |
|----------------------------|--------------------------|
| a) Pays importateur        | <input type="checkbox"/> |
| b) Année d'importation     | <input type="checkbox"/> |
| c) Autres renseignements : | <input type="checkbox"/> |

[Veuillez préciser]

3.10.3 Y-a-t-il des dérogations à l'obligation de marquage des ALPC ?

3.10.3.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser :

3.10.4 Si les ALPC importées ne portent pas de marquage distinctif à leur arrivée, votre pays exige-t-il que le marquage soit apposé à ce moment-là ?

3.10.4.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser :

### Conservation des informations

Programme  
d'action II.9 ;  
Instrument 12

3.11  Votre pays exige-t-il des exportateurs et importateurs d'ALPC qu'ils tiennent des registres de leurs activités ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 3.12]

3.11.1 Quelles informations doivent figurer dans ces registres ? (Cochez les cases correspondantes)

a) Quantité d'ALPC vendues

b) Type ou modèle d'ALPC vendu

c) Marquage figurant sur les ALPC transférées

d) Opérations

i) Identité du vendeur/de l'acheteur

ii) Pays où les ALPC doivent être livrées ou achetées

iii) Date de livraison

e) Autres renseignements :

[Veuillez préciser]

3.11.2 Combien de temps faut-il conserver les registres de transfert ?

30 ans

[Veuillez préciser]

### Détournement

Document  
final RevCon  
3

3.12. Votre pays collecte-t-il des informations sur les cas de détournement nationaux liés à des transferts internationaux ?

3.12.1 Nombre de cas de détournement liés à des transferts internationaux

Néant

3.12.1.1 Veuillez préciser

**Mesures prises pendant la période considérée**

Programme d'action II.6 3.13 Pendant la période considérée, des mesures ont-elles été prises contre des groupes ou des individus qui transfèrent illégalement des ALPC (ex : des poursuites) ?

3.13.1 Veuillez préciser :

[investigation et poursuites pénales](#)

**Assistance internationale**

Programme d'action III.6 3.14  Votre pays souhaite-t-il demander une aide pour élaborer des lois, des règlements ou des procédures administratives permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'exportation, l'importation, le transit ou la réexpédition d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 4.1]

3.14.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?

[le renforcement d'un mécanisme de coordination nationale. \(COMNAT-ALPC\).L'établissement de mécanisme de contrôle et de standards inhérents à l'importation, l'exportation, la réexportation, le courtage, le transit et le transbordement.- Marquer toutes les armes voire les munitions afin de les rendre identifiables.collecte,conservation des données gestion des 'informations; sécurité physique et de gestion de stocks\(PSSM\); depolution,destruction et de déclassification](#)

3.14.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ?    
[Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]

---

**Chapitre 4 : Courtage**


---

Sources	Question	Oui	Non
<b>Lois, règlements et procédures administratives</b>			
Programme d'action II.14	4.1 <input type="checkbox"/> Votre pays dispose-t-il de lois, règlements ou procédures administratives régissant le courtage d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 4.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	4.1.1 Veuillez dresser la liste des lois, règlements ou procédures administratives qui régissent le courtage d'ALPC dans votre pays.  <a href="#">la loi en cours d'adoption prévoit l'exercice d'activité de courtage</a>		
	4.1.2 Votre pays exige-t-il l'immatriculation des courtiers en ALPC ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	4.1.3 Votre pays exige-t-il la délivrance d'une licence, d'un permis ou d'une autorisation pour toute opération de courtage ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Rapport du Groupe d'experts gouvernementaux, par. 44	4.2. Does your country regulate activities that are closely associated with the brokering of SALW?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	4.2.1 Dans l'affirmative, veuillez indiquer parmi les activités suivantes celles qui sont réglementées quand elles sont entreprises en rapport avec des activités de courtage d'ALPC (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Servir d'intermédiaire ou d'agent	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Fournir une assistance technique	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) Fournir des services de formation	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Fournir des services de transport	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Fournir des services de fret	<input checked="" type="checkbox"/>	
	f) Fournir des services de stockage	<input checked="" type="checkbox"/>	
	g) Fournir des services de financement	<input checked="" type="checkbox"/>	
	h) Fournir des services d'assurance	<input checked="" type="checkbox"/>	
	i) Fournir des services d'entretien	<input checked="" type="checkbox"/>	
	j) Fournir des services de sécurité	<input checked="" type="checkbox"/>	
	k) Fournir d'autres services :	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
<b>Mesures prises pendant la période considérée</b>			
Document final RevCon3	4.3 Pendant la période considérée, des mesures ont-elles été prises contre des groupes ou des individus se livrant au courtage illicite d'ALPC (ex : lancement de poursuites) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	4.3.1. Details: [if yes]		
	<a href="#">Investigation et poursuites judiciaires</a>		

**II. A.1(c)20**

Programme d'action III.6	4.4 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour l'élaboration de lois, de règlements ou de procédures administratives sur le courtage d'ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 5.1]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	4.4.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?		
	<a href="#">établissement de législation, procédure de délivrance de licence</a>		
	4.4.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

---

**Chapitre 5 : Gestion des stocks**


---

Sources	Question	Oui	Non
<b>Lois, règlements et procédures administratives</b>			
Programme d'action II.17	5.1. Votre pays dispose-t-il de Normes et procédures de gestion et de sécurisation des stocks d'ALPC détenus par l'armée, la police ou tout autre organe autorisé ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 5.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme d'action II.17	5.1.1 Dans l'affirmative, veuillez indiquer parmi les points suivants ceux qui figurent dans ces Normes et procédures. (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Choix des sites	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Mesures physiques de sécurité	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) Contrôle de l'accès aux stocks	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Inventaire et tenue des registres	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Formation du personnel	<input checked="" type="checkbox"/>	
	f) Sécurité, comptage et contrôle des ALPC détenues ou transportées par des unités opérationnelles ou du personnel autorisé	<input checked="" type="checkbox"/>	
	g) Procédures et sanctions en cas de perte ou de vol	<input checked="" type="checkbox"/>	
	h) Autres :	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
<b>Excédents</b>			
Programme d'action II.18	5.2 Lorsque des stocks sont considérés comme excédentaires, quelles mesures prend votre pays ? (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Il déclare officiellement l'excédent	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Il met les armes hors service	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) Il enregistre les type, lot et numéro de série	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Il stocke les armes séparément	<input type="checkbox"/>	
	e) Il prend d'autres mesures :	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
<b>Excédents</b>			
Programme d'action II.18	5.3 Pour l'élimination des stocks en excédent, lesquelles des méthodes ci-après peuvent être utilisées ? (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Destruction	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Vente à un autre État	<input type="checkbox"/>	
	c) Don à un autre État	<input type="checkbox"/>	
	d) Transfert à un autre organisme d'État	<input type="checkbox"/>	

- e) Vente à des civils
- f) Vente ou transfert à des personnes morales (ex : musée, société privée de sécurité, etc.)
- g) Autres :
- [Veuillez préciser]

#### Détournement

Document final RevCon 3 II.A.1(c)20	5.4 Votre pays collecte-t-il des informations sur les cas de détournement nationaux liés à la gestion des stocks nationaux ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	5.4.1 Nonmbre de cas de détournement liés à la gestion des stocks		
	5.4.1.1 Détails		

#### Mesures prises pendant la période considérée

Programme d'action II.19	5.5 <input type="checkbox"/> Pendant la période biennale considérée, votre pays a-t-il détruit des stocks en excédent ? [Dans la négative, veuillez vous reporter à la question 5.4]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	5.5.1 Combien d'ALPC ont été détruites ?		
	i) Première année de la période considérée (2018)		
	ii) Deuxième année de la période considérée (2019)		
	1006		

Document final RevCon3 II.A.3(b)46	5.5.2 Avez-vous des exemples de pratiques optimales concernant la destruction (notamment sur les méthodes de destruction [brûler, fondre, couper, écraser, autres : veuillez préciser]) ?		
	UNMAS En appui à la RCA 2017/18 année budgétaire (depuis 1er juillet 2017) : • 1 232 072 munitions et explosifs ont été détruits. • 1006 armes non-fonctionnelles ont été détruites. Depuis le début du programme (2014) • 1 595 772 munitions et 194 tonnes d'explosifs commerciaux ont été Détruits		

#### Assistance internationale

Programme d'action II.29 ; III.6	5.6 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour l'élaboration de normes et de procédures concernant la gestion des stocks ? [Dans la négative, veuillez vous reporter à la question 5.5]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	5.6.1 <input type="checkbox"/> De quel type d'assistance avez-vous besoin ?		
	construction dépôt de munition, construction armurerie, conservation de donnés Electroniques ,marquage		
	5.6.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

#### Assistance internationale

Programme d'action III.6 et 14	5.7. Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour renforcer sa capacité de destruction d'armes ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 6.1]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	5.7.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?		
	<a href="#">depolution, destruction, des ALPC, gestion des Stock</a>		
	5.7.2 <input type="checkbox"/> Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

---

**Chapitre 6 : Collecte**


---

Sources	Question	Oui	Non
<b>Collection</b>			
Document final RevCon 3 II.B.1	6.1 Pendant la période considérée, votre pays a-t-il collecté des ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 6.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	6.1.1 Combien d'ALPC ont été collectées ? [Si les données ne sont pas disponibles, veuillez passer à la question 6.2]		<input type="checkbox"/>
	i) Première année de la période considérée (2018)		
	820		
	ii) Deuxième année de la période considérée (2019)		

## 6.1.1.1 Quelles mesures ont été prises concernant les ALPC collectées ?

Année	6.1.1 ALPC collectées	
	i) Première année de la période considérée (2018)	ii) Deuxième année de la période considérée (2019)
6.1.1. ALPC collectées	820	
6.1.1.1 Mesures prises		
a) Les armes ont été marquées		
b) Les armes ont été inscrites au registre		
c) Les armes ont été détruites		
d) Une demande de traçage a été émise		
e) Autres mesures : (veuillez préciser) ]		
f) Aucune mesure n'a été prise (les armes ont seulement été stockées)		

6.1.1.2 Si une ventilation plus détaillée des ALPC collectées est disponible, veuillez préciser et communiquer les chiffres : [si les données ne sont pas disponibles, veuillez passer à la question 6.2]

Année	i) Première année de la période considérée (2018)	ii) Deuxième année de la période considérée (2019)
a) Combien d'ALPC ont été saisis ?		
b) Combien d'ALPC ont été remises ?		
c) Combien d'ALPC ont été trouvées ?		

6.1.1.3 Quelles mesures ont été prises concernant les ALPC saisis, remises ou trouvées ? Veuillez préciser et communiquer les chiffres : [si les données ne sont pas disponibles, veuillez passer à la question 6.2]

Année	ALPC saisis		ALPC remises		ALPC trouvées	
	i) Première année de la période considérée (2018)	ii) Deuxième année de la période considérée (2019)	i) Première année de la période considérée (2018)	ii) Deuxième année de la période considérée (2019)	i) Première année de la période considérée (2018)	ii) Deuxième année de la période considérée (2019)
6.1.1.2. ALPC saisis / remises / trouvées						
6.1.1.3 Action taken						
a) Marked					1006	746
b) Recorded						
c) Destroyed					1006	746
d) Trace request issued						
e) Other action: [specify]						
f) Non action taken (only stored)						

6.1.1.4 Précisions (par exemple, type d'armes) [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]

#### Assistance internationale

- Programme d'action III.6 6.2 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour renforcer sa capacité de collecte d'ALPC illicites ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 7.1]
- 6.2.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?  
[collecte et gestion des ALPC saisie](#)
- 6.2.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]

---

**Chapitre 7 : Marquage et conservation des informations**


---

Sources	Question	Oui	Non
<b>Marquage</b>			
Instrument de traçage 8d	7.1 Votre pays prend-il des mesures pour s'assurer que toutes les ALPC dont disposent les forces armées et les forces de sécurité gouvernementales pour leur propre usage sont dûment marquées ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 7.2]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	7.1.1 Veuillez décrire les marquages appliqués aux stocks détenus par l'État. <a href="#">en prévision</a>		
Instrument de traçage 8c	7.1.2 Au moment de leur transfert à des civils ou à des sociétés privées sur votre territoire, les stocks de l'État sont-ils marqués pour indiquer que c'est votre pays qui les a transférés ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Marquage</b>			
Instrument de traçage 8e	7.2 Votre pays encourage-t-il les fabricants d'ALPC à concevoir des dispositifs qui empêchent d'enlever ou d'altérer les marquages ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	7.2.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser : <a href="#">Selon la loi en cours d'adoption car l'altération est puni</a>		
<b>Marquage</b>			
RevCon3 II.A.4	7.3 Dans sa pratique du marquage, votre pays tient-il compte de l'évolution des techniques de fabrication, de la technologie et des techniques de conception des ALPC (par exemple, les armes modulaires, l'utilisation de nouveaux matériaux et l'impression en 3D) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	7.3.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser		
<b>Informations sur les pratiques nationales de marquage</b>			
Instrument de traçage 31	7.4 En application du paragraphe 31 de l'Instrument international de traçage, les États fournissent les informations suivantes, qu'ils mettent à jour si besoin: a) pratiques nationales en matière de marquage, notamment les marques utilisées pour indiquer le pays de fabrication et/ou le pays d'importation, le cas échéant <a href="#">En cours</a>		
Document final RevCon3 III.E.20	Ces informations doivent être communiquées à l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) pour qu'elle les incorpore dans ses bases de données ( <a href="http://www.interpol.int/INTERPOL-expertise/Databases">www.interpol.int/INTERPOL-expertise/Databases</a> ).		
<b>Conservation des informations</b>			
Programme d'action II.9	7.5 <input type="checkbox"/> Votre pays dispose-t-il de normes et procédures concernant la tenue de registres pour toutes les ALPC marquées présentes sur son territoire ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 7.6]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

7.5.1 Quelles informations concernant les ALPC sont conservées par l'État (ex : fabrication, courtage, licences d'importation ou d'exportation octroyées, ventes à d'autres États, armes détenues par des organismes d'État comme les forces armées, etc.) ?

[licences d'exportation ou d'importation](#)

Instrument de traçage 12a et b

7.5.2 Combien de temps le gouvernement conserve-t-il ces informations ? [Veuillez préciser]

[il est prevus 30ans](#)

Instrument de traçage 13

7.5.3 Les sociétés qui cessent leurs activités (de fabrication, d'importation ou d'exportation d'ALPC) sont-elles tenues de transférer au gouvernement tous les registres qu'elles détiennent ?



#### **Assistance internationale**

Programme d'action III.6 ; Instrument de traçage 27

7.6 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour renforcer ses capacités dans le domaine du marquage et/ou de la tenue de registres ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 8.1]



7.6.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?

[machine de marquage, de destruction et conservations et gestion de données électronique](#)

7.6.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]

---

**Chapitre 8 : Traçage international**


---

Sources	Question	Oui	Non
<b>Lois, règlements et procédures administratives</b>			
Programme d'action II.10 ; Instrument de traçage 14 et 24	8.1 Votre pays dispose-t-il de procédures permettant de procéder au traçage des ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 8.2]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Demandes de traçage</b>			
Instrument de traçage 25 et 31a	8.2 Quel est l'organisme public chargé de présenter une demande de traçage à un autre pays ?  <a href="#">Commission Nationale de lutte contre la Prolifération des Armes Légères et de Petit Calibre</a>		
<b>Demandes de traçage</b>			
Instrument de traçage 17	8.3 Quels renseignements l'organisme désigné fait-il figurer dans une demande de traçage ? (Cochez les cases correspondantes)		
	a) Les circonstances dans lesquelles l'ALPC a été trouvée	<input checked="" type="checkbox"/>	
	b) Les motifs pour lesquels l'ALPC est considérée comme illégale ou illicite	<input checked="" type="checkbox"/>	
	c) L'usage prévu des informations demandées	<input checked="" type="checkbox"/>	
	d) Tout marquage sur l'ALPC	<input checked="" type="checkbox"/>	
	e) Le type et le calibre de l'ALPC	<input checked="" type="checkbox"/>	
	f) Autres renseignements :	<input type="checkbox"/>	
	[Veuillez préciser]		
<b>Technologies de traçage</b>			
Document final RevCon3 III.F.25	8.4 Votre pays a-t-il utilisé des technologies pour améliorer le traçage des ALPC illicites ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Coopération avec INTERPOL</b>			
Programme d'action II.37; Instrument de traçage 33	8.5 Pendant la période considérée, votre pays a-t-il coopéré avec INTERPOL en matière de traçage des ALPC ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>Assistance internationale</b>			
Programme d'action III.9	8.6 Votre pays souhaite-t-il demander une assistance pour élaborer des procédures de traçage des ALPC ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 9.1]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Programme  
d'action II.36  
et III.6 ;  
Instrument de  
traçage 27

8.6.1 De quel type d'assistance avez-vous besoin ?

[formations aux normes internationales](#)

8.6.2 Votre pays a-t-il élaboré une proposition de projet d'assistance à cet égard ? [Il est possible de télécharger les documents pertinents au chapitre 10]



---

**Chapitre 9 : Coopération et assistance internationales**


---

Sources	Question	Oui	Non
	<b>Assistance demandée, reçue ou fournie</b>		
Programme d'action III.3 et 6	<p>9.1 Pendant la période considérée, outre l'assistance demandée ou reçue évoquée aux chapitres 2 à 8, votre pays a-t-il demandé, reçu ou fourni une assistance aux fins de l'application du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage ? [Dans la négative, veuillez passer à la question 10.1]</p> <p>9.1.1 Dans l'affirmative, veuillez préciser dans quels domaines (Cochez les cases correspondantes).</p> <p>a. Création ou désignation d'un mécanisme national de coordination ou d'un point de contact au niveau national, et plan d'action national</p> <p><b>Demandé</b></p> <p>a) Nature de l'assistance :</p> <p>i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)</p> <p><b>Demandé</b></p> <p>ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)</p> <p><b>Demandé</b></p> <p>b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :</p> <p>c) Description de l'activité liée à l'assistance :</p> <p>d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :</p> <p>e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :</p> <p>b. Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)</p> <p><b>Demandé</b></p> <p>a) Nature de l'assistance :</p> <p>i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)</p> <p><b>Demandé</b></p> <p>ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)</p> <p><b>Demandé</b></p> <p>b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :</p> <p>c) Description de l'activité liée à l'assistance :</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

c. Renforcement des capacités et formation

Reçu

a) Nature de l'assistance :

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

Reçu

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :

c) Description de l'activité liée à l'assistance :

Avec l'appui et l'assistance de l'UNMAS En 2017/18 année budgétaire (au 1er juillet 2017) • 75 membres des forces nationales ont été formés comme armuriers. • 50 854 bénéficiaires ont bénéficié de 1 862 séances d'éducation au risque sur les restes explosifs de guerre / ALPC. Depuis le début du programme (2014) • 43 armureries / réhabilitations et 6 kits mobiles temporaires pour les forces nationales.

• 6 types de formations GAM pour 209 participants des forces nationales et des Nations Unies. • 575 860 bénéficiaires ont reçu 18 031 séances d'éducation au risque sur les restes explosifs de guerre / ALPC. • En 2018/2019 Construction à Bouar d'une armurerie d'une capacité de gestion de 800 armes , deux armureries d'une capacité de 220 et une soute à munitions zonale ; Transformation par le Ministère de la défense nationale de 10 conteneurs de 40 pieds e kits de stockage temporaires en armement (capacité 9600 armes) et de 10 conteneurs en kits de stockage temporaire(capacité d'absorption de 150000000 de cartouches de petit calibre);

Réhabilitation de trois locaux de stockage d'armes à l'Etat major des armées ; Formation de 326 personnes par l'UNMAS et d'autres partenaires potentiels (RECSA, FRANCE,USA). L'ensemble de ces efforts permettront d'atteindre une capacité de stocakge globale de 22750 armes . -Le RECSA, le BICC (Bonn international centre of conversion), L'UNRED UNREC en addition du partenariat décrit ci haut avec l'UNMAS, sont les partenaires techniques ou autres qui coopèrent avec la République Centrafricaine dont la lutte contre la prolifération et la circulation illicite des ALPC

Le RECSA a été à l'origine de l'élaboration d'une ébauche d'un plan d'action et la mise à disposition de deux machines de marquage. Il a aussi contribué à la sensibilisation des autorités sur l'harmonisation de la législation nationale relative aux armes à feu, aux instruments internationaux et régionaux sur les ALPC. Actuellement le département des opérations du RECSA est dirigé par un centrafricains.

Le BICC quant à lui, a formé 5 cadres dans le domaine de la protection physique et la gestion des stocks des armes légères(PSSM). Des consultations sont en cours pour l'élaboration d'un cadre d'accords permettant d'harmoniser et de coordonner la lutte contre les ALPC au Soudans, Sud Soudan, Centrafrique et république démocratique du Congo

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

UNMAS,RECSA,BICC,UE,PNUD,UNREC UNRED,ONU DC,UNODA,UA

d. Application des lois

Demandé

a) Nature de l'assistance :

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :

c) Description de l'activité liée à l'assistance :

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

e. Douanes et frontières

Demandé

a) Nature de l'assistance :

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :

c) Description de l'activité liée à l'assistance :

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

f. Recherche

- a) Nature de l'assistance :
- i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
  - ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
- b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :
- c) Description de l'activité liée à l'assistance :
- d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :
- e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

g. Questions relatives à la problématique femmes-hommes (femmes, hommes, filles et garçons)

#### Demandé

- a) Nature de l'assistance :
- i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
  - ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
- b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :
- c) Description de l'activité liée à l'assistance :
- d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :
- e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

h. Sensibilisation

#### Demandé

- a) Nature de l'assistance :
- i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
  - ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)
- b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :
- c) Description de l'activité liée à l'assistance :
- d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

i. Criminalité organisée, trafic de drogues et terrorisme

**Demandé**

a) Nature de l'assistance :

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :

c) Description de l'activité liée à l'assistance :

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

j. Autres :

**Demandé**

Veillez préciser :

[gestion et contrôles des frontières, harmonisation certificat ou licence](#)

a) Nature de l'assistance :

i) Financière : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

ii) Technique : demandée/reçue/fournie (sélectionnez le terme approprié)

b) Montant de l'assistance fournie ou reçue (si elle est de nature financière) :

c) Description de l'activité liée à l'assistance :

d) Durée de l'assistance fournie ou reçue :

e) État(s) ou organisation(s) ayant fourni ou reçu l'assistance :

---

**Chapitre 10 : Informations relatives à la problématique femmes-hommes et informations complémentaires**


---

Sources	Question	Oui	Non
<b>Prise en compte de la problématique femmes-hommes</b>			
Document final RevCon3	10.1. Votre pays prend-il en considération la problématique femmes-hommes ? [Dans l'affirmative, cochez la case correspondante]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.79	10.1.1 Faire mieux comprendre les effets du commerce illicite des armes légères et de petit calibre sur les femmes et les hommes (formation, ateliers, analyse par sexe)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.74	10.1.2 Promouvoir la participation et la représentation réelles des femmes à la prise de décision et aux activités de planification et de mise en œuvre liés au Programme d'action, y compris leur participation aux commissions nationales sur les armes de petit calibre	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
BMS6.I.61	10.1.3 Envisager sérieusement d'accroître le financement des politiques et des programmes qui tiennent compte des différentes façons dont les armes légères et de petit calibre touchent les femmes, les hommes, les filles et les garçons.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.76	10.1.4 Intégrer la problématique femmes-hommes dans les activités de mise en œuvre	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.76	10.1.5 Mettre en commun les données d'expérience, les enseignements tirés et les pratiques optimales s'agissant de la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans les mesures et programmes	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.A.5.65	10.1.6 Veiller à ce que les autorités nationales compétentes en matière d'armes de petit calibre travaillent en coordination avec celles chargées de l'égalité des sexes en faveur de la mise en œuvre du Programme d'action	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.75	10.1.7 Veiller à ce que les autorités nationales travaillent en coordination avec les groupes de femmes de la société civile en faveur de la mise en œuvre du Programme d'action	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.75	10.1.8. Others. Specify:		
<b>Prise en compte de la problématique femmes-hommes</b>			
Document final RevCon3	10.2 Votre pays collecte-t-il des données ventilées par sexe sur les ALPC ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
II.B.2.79	10.2.1 Détails :		
<b>Informations complémentaires - Principales difficultés rencontrées et possibilités offertes</b>			
[ITI 31]	10.3 Avez-vous d'autres commentaires à faire sur le Programme d'action et l'Instrument international de traçage, notamment sur les principales difficultés rencontrées et les possibilités offertes liées à la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument, ainsi que sur les lois, réglementations et procédures administratives nationales ?		

L'instabilité sécuritaire due à la présence des groupes armés actifs dans une partie du territoire-Insuffisance des moyens matériels et financiers pour mettre en oeuvre certains projets prioritaires tels la sensibilisation de la population...

a) Détails :

b) Veuillez télécharger ou joindre des fichiers supplémentaires (par exemple, un avis concernant l'application du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage, un plan d'action national, des propositions de projets, une liste des projets exécutés et des contributions financières fournies) :

FILE - <https://unoda-poa.s3.amazonaws.com/poa-file-upload/CAF/2020/341806/Note%20Verbale%20de%20Soumission.pdf>

FILE - <https://unoda-poa.s3.amazonaws.com/poa-file-upload/CAF/2020/341806/PARAPPORT0520.pdf>

FILE - <https://unoda-poa.s3.amazonaws.com/poa-file-upload/CAF/2020/341806/Creation%20COMNAT-ALPC.pdf>